

Aggravation brutale de la crise systémique globale

Renforcement de cinq tendances négatives fondamentales

GEAB N°42, 16 Février 2010

Pour LEAP/E2020, l'effet des milliers de milliards dépensés par les Etats pour « traverser la crise » aura fait long feu. Ces sommes immenses auront permis de ralentir pendant quelques mois l'évolution de la crise systémique globale ; mais, comme anticipé dans les GEAB précédents, cette stratégie n'aura servi in fine qu'à entraîner définitivement les Etats dans la crise générée par les institutions financières.

Notre équipe anticipe donc dans ce GEAB N°42 une aggravation brutale de la crise pour le second trimestre 2010, générée par un double effet de rattrapage des phénomènes qui ont été provisoirement « gelés » au deuxième semestre 2009 et d'impossibilité de maintenir les mesures palliatives de l'année passée.

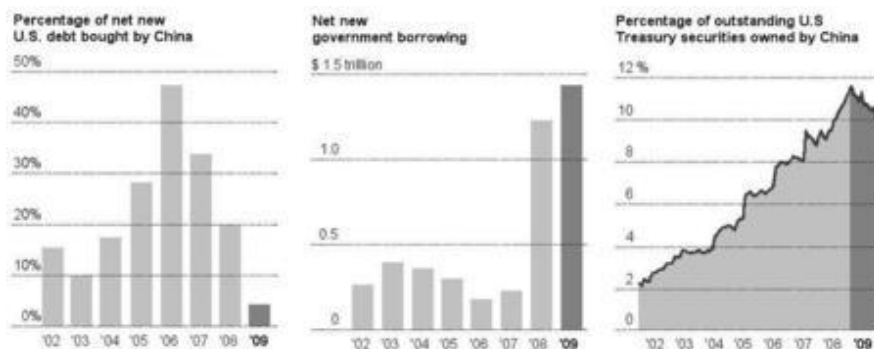
D'ailleurs, en ce mois de Février 2010, un an après notre annonce que la fin de l'année 2009 allait marquer le début de la phase de dislocation géopolitique mondiale, chacun peut constater qu'un tel processus est bien en cours : Etats au bord de la cessation de paiement, montée inexorable du chômage, chute de millions de personnes hors des filets de protection sociale, baisses de salaires, suppressions de services publics, désagrégation du système de gouvernance globale (échec du sommet de Copenhague, confrontation croissante Chine/USA, retour du risque de conflit Iran/Israël/USA, guerre monétaire globale, etc...) (1). Pourtant, nous ne sommes qu'au tout début de cette phase dont LEAP/E2020 fournira un calendrier anticipatif dans le prochain numéro du GEAB.

L'aggravation brutale de la crise systémique globale va ainsi être caractérisée par une accélération et/ou un renforcement de cinq tendances négatives fondamentales :

- . l'explosion de la bulle des déficits publics et la montée corollaire des cessations de paiement d'Etats
- . la collision fatale du système bancaire occidental avec la montée des défauts de paiement et le mur des dettes arrivant à maturité
- . l'inéluctable remontée des taux d'intérêts
- . la multiplication des sujets de tension internationale
- . l'insécurité sociale croissante.

Dans ce GEAB N°42, notre équipe développe les trois premières tendances de cette évolution et présente une anticipation sur l'évolution de la Russie face à la crise ; avec bien entendu nos recommandations mensuelles.

Et dans ce communiqué public, nous avons choisi d'analyser le « cas grec », d'une part, parce qu'il nous paraît emblématique de ce que nous réserve l'année 2010 ; et, d'autre part, car il illustre parfaitement l'évolution de l'information sur la crise mondiale dans le sens d'une « communication de guerre » entre blocs et intérêts de plus en plus conflictuels. En clair, c'est un « must » pour parvenir à déchiffrer l'information mondiale des mois et années à venir qui va être un vecteur croissant d'opérations de manipulation.

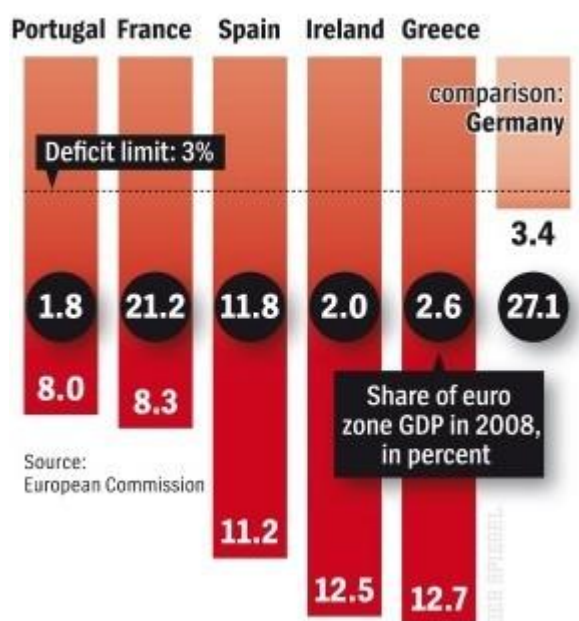


Evolutions des achats de dette publique américaine par la Chine, des missions de dettes publiques US et des bons du Trésor américain détenus par la Chine (2002-2009) - Sources : US Treasury, Haver Analytics, New York Times

Les cinq caractéristiques qui font du « cas grec » l'arbre avec lequel on essaye de cacher la forêt

Venons-en maintenant au « cas grec » qui agite les médias et les experts depuis quelques semaines. Mais avant d'entrer dans le détail des évolutions à l'oeuvre, précisons tout de suite cinq points essentiels de notre anticipation en la matière :

1. comme indiqué dans nos anticipations pour l'année 2010, parues dans le GEAB N°41, le problème grec aura disparu des radars médiatiques internationaux d'ici quelques semaines. C'est l'arbre utilisé pour cacher à la fois une forêt bien plus dangereuse de dettes souveraines (celles de Washington et Londres), et le début de rechute de l'économie mondiale, Etats-Unis en-tête (2).
2. le problème grec est une question interne à la zone Euro et à l'UE et la situation actuelle offre une occasion unique aux dirigeants de la zone Euro d'obliger enfin la Grèce (pays qu'on qualifie d' « élargissement raté » depuis 1982) à sortir de sa féodalité politique et économique. Les autres pays de la zone Euro, Allemagne en tête, vont tout faire pour obliger les élites grecques à adapter leur pays au XXI^e siècle en échange de leur aide. Ce faisant, jouant du fait que la Grèce ne représente que 2,5% du PNB de la zone Euro (3), ils explorent les mécanismes de stabilisation en temps de crise dont la zone Euro a besoin (4).
3. Les dirigeants et les médias anglo-saxons utilisent la situation (comme l'année dernière avec le soi-disant tsunami bancaire venu d'Europe de l'Est qui allait emporter la zone Euro (5)) pour masquer l'évolution catastrophique de leurs économies et de leurs dettes publiques, et pour tenter d'affaiblir l'attractivité de la zone Euro à un moment où USA et Royaume-Uni ont un mal croissant à attirer les capitaux dont ils ont un besoin urgent. Parallèlement, Washington et Londres (qui, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, est totalement exclu de la gouvernance de l'Euro) seraient ravis de voir le FMI, qu'ils contrôlent parfaitement (6), s'introduire dans la gouvernance de la zone Euro.
4. Les dirigeants de la zone Euro sont actuellement ravis de voir l'Euro baisser à 1,35 par rapport au Dollar. Ils savent très bien que ce n'est pas durable puisque le problème tendanciel est l'effondrement de la valeur du Dollar (et de la Livre sterling), mais ils apprécient ce « ballon d'oxygène » pour les exportateurs.
5. Les spéculateurs (hedge-funds et autres) et les banques largement engagés en Grèce (7) ont un intérêt conjoint à essayer de provoquer un soutien financier rapide de l'Eurozone à la Grèce car, si jamais les Européens refusent de se ruiner sur le chéquier (à la manière scandaleuse d'un tandem Paulson-Geithner avec AIG et l'ensemble de Wall Street en 2008/2009), les agences de notation leur auront involontairement joué un sale tour. En effet, la dégradation des notes de la Grèce plonge ce petit monde dans les affres de pertes financières importantes si, pour les banques, la valeur de leurs prêts à la Grèce se trouve diminuée d'autant ou si leurs paris contre l'Euro ne fonctionnent pas à terme (8).



Comparaison 2009 des déficits et des parts du PIB de la zone Euro du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce, de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne - Source : Spiegel / Commission européenne, 02/2010

Goldman Sachs comme acteur de tragédie grecque ... et des prochaines faillites souveraines

Dans le « cas grec », comme dans toute aventure à suspens, il faut un « méchant » (ou pour reprendre la logique de la tragédie antique, un « [deus ex machina](#) »). Or, dans cette phase de la crise systémique globale, le rôle du « méchant » est en général tenu par les grandes banques d'investissement de Wall Street, et plus particulièrement par leur chef de file, Goldman Sachs. Et le « cas grec » n'échappe pas à la norme puisqu'il apparaît que la banque d'affaire new-yorkaise a été directement impliquée dans le tour de passe-passe budgétaire qui a permis à la Grèce de se qualifier pour entrer dans l'Euro alors que ses déficits budgétaires réels auraient dû la disqualifier. Et oui ! C'est Goldman Sachs qui, en 2002, a mis sur pieds un de ces montages financiers astucieux dont elle a le secret (9) et qui, de manière presque systématique désormais, se retournent quelques années plus tard contre le client lui-même. Mais, qu'importe du moment que GS (Goldman Sachs) a pu accroître son profit !

Dans le cas grec, ce que la banque d'affaire a proposé était très simple : monter un prêt invisible du point de vue budgétaire ([accord Swap](#) qui permettait de réduire fictivement l'ampleur du déficit public grec) (10). La responsabilité des dirigeants grecs de l'époque est bien entendu totalement engagée et ils devraient, selon LEAP/E2020, être soumis à des enquêtes politiques et judiciaires grecques comme européennes pour avoir trompé l'UE et leurs propres citoyens dans le cadre d'un processus historique majeur, la création de la monnaie unique européenne.

Mais, soyons très explicite, la responsabilité de la banque d'affaire new-yorkaise (pour complicité) l'est tout autant, surtout quand on sait que le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs à l'époque était un certain Mario Draghi (11), actuel président de la Banque Centrale d'Italie et actuel candidat (12) à la succession de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque Centrale Européenne (13).

Sans préjuger du rôle de M. Draghi dans l'affaire du prêt manipulateur de statistiques à la Grèce (14), on peut se demander s'il ne serait pas utile de le questionner sur ce sujet (15). En démocratie, la presse (16) comme les parlements (en l'occurrence, grec et européen) sont censés se charger de cette tâche. Etant donnée l'importance prise par GS dans les affaires financières mondiales ces dernières années, rien de ce que cette banque fait ne devrait laisser indifférents les gouvernements et les législateurs. C'est d'ailleurs [Paul Volcker](#), l'actuel patron des conseillers économiques de Barack Obama, qui est devenu l'un des censeurs les plus stricts des activités de Goldman Sachs (17). Or, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire au moment de l'élection de l'actuel président américain, c'est la seule personne dans son entourage qui possède une expérience et une aptitude à prendre les mesures difficiles (18) et qui, en l'occurrence, sait de quoi, ou plutôt de qui, il parle.

Dans cette même logique, et avec l'illustration du rôle néfaste de Goldman Sachs et des grandes banques d'affaires en général, en matière de transparence des activités financières et budgétaires publiques, LEAP/E2020 estime qu'il serait très utile à l'Union Européenne et à ses cinq cents millions de citoyens, d'interdire l'accès de toutes les fonctions dirigeantes financières, budgétaires et économiques (BCE, commission, banques centrales nationales) aux anciens responsables de ces mêmes banques d'affaires (19). La confusion des genres ne peut mener qu'à une plus grande confusion des intérêts publics et privés, qui ne peut se faire qu'au détriment de l'intérêt public européen.

Pour commencer, la zone Euro pourrait d'ailleurs demander dès aujourd'hui au gouvernement grec d'arrêter de recourir aux services de Goldman Sachs puisque d'après le [Financial Times](#) du 28/01/2010, Athènes continue toujours à recourir à leurs services.

Si le patron de Goldman Sachs se prend pour « Dieu » comme il l'a dit dans une récente interview (20), il est sage de supposer que sa banque et ses homologues peuvent se comporter comme des diables, et donc de se prémunir en conséquence. Ce conseil, selon notre équipe, est valable pour l'Europe mais aussi pour tous les autres continents. Il y a des « services privés » qui vont contre l'« intérêt collectif » : demandez aux citoyens grecs et aux propriétaires américains de maisons saisies par les banques !

En conclusion, notre équipe propose un jeu éducatif à ceux qui veulent savoir où se trouve la prochaine crise de dette souveraine : cherchez quel état a eu recours à Goldman Sachs ces dernières années, et vous aurez une piste sérieuse (21) !

Notes:

(1) Les récentes déclarations de l'ancien secrétaire d'Etat au trésor de G. W. Bush, Hank Paulson, selon lesquelles la Russie et la Chine auraient comploté pour faire chuter Wall Street à l'automne 2008 illustrent le degré de méfiance qui habite désormais les grands acteurs globaux. Source : [DailyMail](#), 29/01/2010

(2) Depuis quatre ans, notre équipe expose régulièrement les aberrations du système de mesure du PNB US ; nous ne reviendrons donc pas ici sur cet aspect très « grec » des statistiques américaines. Pour ce qui est de l'évolution de l'économie américaine dans les prochains mois, il suffit de constater que l'indice sectoriel du tonnage des transporteurs routiers est en chute libre en Janvier 2010, comme il l'avait été en fin de premier semestre 2008. Source : [USAToday](#), 11/02/2010

(3) Voir le graphique ci-dessous pour ramener le « cas grec » à de justes proportions en matière de PIB de la zone Euro.

(4) Et dont le GEAB souligne la nécessité depuis quatre ans, ainsi que le large soutien public (à plus de 90% en moyenne d'après les GlobalEuromètres mensuels) dont bénéficierait une gouvernance économique de la zone Euro.

(5) Nous rappelons à ce sujet que le GEAB n°33, au Printemps 2008, avait été l'un des rares médias à dénoncer le caractère mensonger et manipulateur de la grande peur d'un « tsunami bancaire » venu d'Europe de l'Est et qui était supposé emporter le système bancaire de la zone Euro. A l'époque, l'Euro avait plongé à des niveaux bien plus bas que ceux d'aujourd'hui ... pour se relever quelques semaines plus tard. Nous invitons d'ailleurs ceux qui souhaitent bien comprendre la situation médiatique actuelle à relire le communiqué public du [GEAB N°33](#).

(6) Et le fait qu'un Français soit à sa tête ne change rien à cette situation.

(7) Sources : [Le Figaro](#), 12/02/2010

(8) Cela dit, en la matière, la manipulation médiatique est remarquable. Ces derniers jours, on a vu/lu/entendu un peu partout que des sommes énormes étaient engagées contre l'Euro (pariant l'Euro à la baisse) ... soit huit milliards de Dollars US. En fait de « sommes énormes », c'est une goutte d'eau dans l'océan du marché mondial des changes qui chaque jour se monte à plusieurs centaines de milliards USD. Source : [Financial Times](#), 08/02/2010

(9) Dans le même esprit hautement constructif pour les pays où elle exerce que celui qui l'a conduit aux Etats-Unis en 2006/2007 à jouer à la baisse pour son propre compte les produits financiers basés sur l'immobilier qu'elle vendait à ses clients.

(10) Sources : [Spiegel](#), 08/02/2010 ; [Le Temps](#) | 1, 13/02/2010 ; [Reuters](#), 09/02/2010

(11) Pendant la préparation de l'entrée de l'Italie dans l'Euro, il était directeur général du Trésor italien. Sources : [Banque d'Italie](#) ; [Wikipedia](#) ; [Goldman Sachs](#).

(12) Très activement soutenu par les milieux financiers londoniens et américains comme nous nous en étions déjà fait l'écho, il y a quelques mois, dans notre bulletin... et bien entendu par Silvio Berlusconi. Source : [Sharenet/Reuters](#), 10/02/2010

(13) Son concurrent le plus sérieux est [Axel Weber](#), actuel patron de la Bundesbank.

(14) Quoiqu'il serait étonnant que le patron pour l'Europe de la banque en charge d'un prêt destiné à masquer une partie du déficit public d'un pays, et lui-même ancien patron du Trésor d'un pays voisin, ne soit pas au courant de l'opération.

(15) Et, au vu de ses responsabilités passées, on ne peut qu'apprécier son sens de l'humour lorsqu'il appelle à un renforcement de la gestion économique de la zone Euro. Source : [Les Echos](#), 13/02/2010

(16) Qui se contente pour l'instant de recopier les articles anglo-saxons faisant jouer au cas grec le rôle du « tombeur des marchés mondiaux », et qui répète à longueur d'article que l'Euro tombe ... alors qu'il est à un niveau que cette même presse estimait impossible à atteindre il y a seulement quatre ans.

(17) Source : [Reuters](#), 12/02/2010

(18) Il appartient à ces générations d'Américains qui ont construit l'« empire US » d'après-guerre, qui savent sa fragilité et qui connaissent parfaitement son mode d'emploi, à la différence des Summers, Geithner et autres Rubin. Notre équipe fait rarement de compliments à Barack Obama, mais s'il continue à écouter des gens comme Paul Volker, il est indéniablement dans la bonne direction.

(19) Notre équipe sait, pour en avoir connu, qu'il y eut une époque, il y a une trentaine d'années, où les banquiers d'affaires savaient intervenir en ayant à l'esprit l'intérêt à long terme de leurs clients. Cette époque est bien révolue et ils n'ont désormais en vue que leur propre intérêt à court terme. Il faut donc en tirer toutes les conséquences et leur interdire l'accès aux fonctions publiques-clés, plutôt que de prétendre réformer leur comportement. S'il y avait des enfants-banquiers d'affaires (comme il y a des enfants-soldats), on pourrait espérer en sauver certains de leur addiction aux profits à court terme ; mais pour les banquiers d'affaires adultes, c'est bien trop tard.

(20) Source : [Times](#), 08/11/2009

(21) Du côté du secteur privé, demandez à Lehman Brothers, AIG, ... ils pourront confirmer que c'est un bon indice.